



**Communiqué N°30 – 15 avril 2021 – 13h30**

**BILAN FINANCIER**  
**FO VOTE CONTRE**  
**& propose à nouveau l'action commune**

Le CSE du CSE du 15 04 portant sur la situation économique de l'entreprise ne fait que confirmer ce que nous dénonçons depuis des mois.

**Une logique d'austérité**  
**sans précédent injustifiée et injustifiable**

Le premier plan d'économie associé aux prêts contractés de 4 milliards d'euros a permis à la direction de dégager pour la direction (et donc pour les actionnaires) un résultat brut d'exploitation d'ADP positif en 2020. A quel prix pour les agents ?

Au prix de l'activité partielle généralisée avec le refus catégorique de la direction de la compensation du manque de rémunération (entre 15 et 20% pour certains agents) et avec des taux d'activités décidées à la tête du client alors que répétons-le une partie des prêts (1,2 milliards) a servi à acheter GMR Airport.

S'agissant des perspectives à venir, la direction fait des "hypothèses" et des "paris" sur la reprise qui se résume ainsi : Une reprise de trafic "entre 2024 et 2027" pour retrouver le niveau de 2019 qui rappelons-le avait été une année record.

Dans la Presse, s'agissant de la reprise du trafic, on peut lire des appréciations différentes de spécialistes du secteur aérien.

Baisse du trafic et santé financière de l'entreprise sont les 2 arguments repris par la Direction pour justifier le plan de sauvegarde de l'emploi et le projet PACT qui remet en cause de manière définitive nombre de dispositions de l'application du statut du personnel, généralise la mobilité géographique pour l'ensemble du personnel et organise le chantage aux licenciements pour les personnels.

Tout cela après avoir imposé l'accord RCC qui vise à organiser 1150 départs de salariés sur 6448, soit 18% de l'effectif et à organiser 700 suppressions nets d'emplois.

Et la direction ose dire que les réorganisations annoncées ont pour but "*le maintien de l'emploi*".

Quelle farce ! Quel cynisme !

Les agents apprécieront. **Nous ne sommes pas dupes. Les agents ne le sont pas plus!**

**Avec ou sans crise,**  
**ce sont les salariés qui sont les variables d'ajustement.**

Avant crise, la confiance des agents dans la direction ne cessait de s'amoindrir. Aujourd'hui, on peut dire qu'elle est inexistante et on se demande bien comment cela pourrait-il en être autrement.

Avant la crise, on faisait d'une année sur l'autre, de la baisse des effectifs et la remise en cause des acquis.

Avec la crise, on peut faire le même constat si ce n'est que la suppression des effectifs, la remise en cause des acquis sont démultipliés. **Avec ou sans crise, ce sont les salariés qui sont les variables d'ajustement.**

## **Les agents rejettent le plan d'austérité de la direction. Nombre d'entre eux commencent à s'organiser**

Pour prendre que deux exemples :

- Les agents des SSLIA de Roissy et d'Orly commencent à dresser leur cahier de revendications car oui le plan d'austérité a des conséquences concrètes comme de remettre la sécurité des usagers des plateformes en jouant avec les probabilités incidents/accidents.
- Les agents des OT de CDG veulent la mise en œuvre des mesures des préventions préconisées pour les préserver de la pandémie. A date, on ne peut que souligner l'absence de mise en œuvre de ces préconisations.

Ces deux cas ne sont pas isolés. **Nous savons que la situation se tend dans les services et nombre d'élus l'ont signifiée. La direction porte la responsabilité de la situation.**

### **A la posture de la direction, il convient pour les élus et les organisations syndicales de faire des propositions concrètes permettant d'associer les agents afin d'obtenir gain de cause.**

La délégation FO votera contre ce bilan financier et les perspectives annoncées par la direction.

Dans ces conditions, par soucis de l'action commune, la délégation FO a approuvé avec l'ensemble des élus la motion proposée par la commission économique.

Celle-ci souligne notamment que *"Les personnels ne peuvent pas se reconnaître dans le futur ADP de la direction et beaucoup d'entre eux quittent l'entreprise aujourd'hui. Nous ne pouvons accepter le désastre industriel et humain qui va fragiliser l'avenir de notre entreprise."*

De toute évidence, la direction cherche à passer en force l'ensemble de ces projets profitant de la pandémie pour supprimer des emplois, supprimer des acquis collectifs, et réduire de manière drastique les rémunérations de 8 à 23 %.

A l'inverse, nous pouvons que nous nous féliciter que – le 8 avril dernier – l'ensemble des élus CGC, CGT, CFDT et FO exigent en commun "le retrait du PSE" au travers une motion votée unanimement.

A la posture de la direction, il convient pour les élus et les organisations syndicales de faire des propositions concrètes permettant d'associer les agents afin d'obtenir gain de cause.

### **ACTION COMMUNE POUR LE RETRAIT DU PSE, POUR LE MAINTIEN DE NOS ACQUIS, DE NOS REMUNERATIONS**

### **NON AU CHANTAGE AUX LICENCIEMENTS – MAINTIEN DE NOS EMPLOIS**

### **NON A LA REMISE EN CAUSE DE NOS CONTRATS DE TRAVAIL**